



Contrat pour une prestation de mandataire unique

Version OFROU / Septembre 2019

Désignation du projet:

Désignation abrégée du projet:

Numéro du projet:

Chef de projet du maître d'ouvrage:

Procédure d'attribution:

Classification selon LMP/OMP:

Numéro du contrat:

Date du contrat:

Objet du contrat:

EP 4 gestion environnement

99EP4ENVIR

170022

Gestion du patrimoine

Procédure ouverte

marché de services

Cadastre du bruit (ZEL), 3ème étape 2020-2025 (mise à jour)

Rémunération nette, TVA non comprise

CHF 10'000.00

conclu entre

agissant par

La Confédération suisse

L'Office fédéral des routes OFROU

Division Infrastructure routière Ouest

Filiale d'Estavayer-le-Lac

Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac

appelé ci-après

le mandant

et

l'entreprise

siège à

N° de TVA/IDE

appelé ci-après

le mandataire

1 Objet du contrat

1.1 Définition du projet

Cadastre du bruit (ZEL), 3ème étape 2020-2025 (mise à jour)

En sa qualité d'autorité fédérale, l'OFROU est chargé de l'application intégrale de la réglementation fédérale en vigueur, en particulier de la réglementation fédérale relative à la protection contre le bruit le long des routes nationales et des autoroutes. Les tâches de l'OFROU comprennent, entre autres, l'application des exigences aux nouvelles installations (art.7, OPB) ainsi que le devoir de renseignement concernant l'état de l'assainissement (art.20 OPB) et les charges acoustiques le long des routes nationales (CBR selon art.37 OPB).

Pour la planification des mesures de protection antibruit dans le cadre du concept global de gestion du patrimoine des routes nationales, il doit être vérifié si les mesures de protection contre le bruit existantes sur le tronçon du réseau F1 remplissent aujourd'hui, et rempliront dans le futur, les exigences de la loi sur la protection de l'environnement (LPE) et de l'ordonnance sur la protection contre le bruit (OPB), et si un effort d'assainissement supplémentaire est requis. L'état des lieux sous l'angle du bruit (abrégé ZEL, de l'allemand Zustandserfassung Lärm) livre les informations de base nécessaires pour l'élaboration d'un concept global de gestion du patrimoine et ces deux éléments constituent les deux premières étapes d'un projet d'assainissement du bruit (PAB) selon la procédure de déroulement de projet de l'OFROU.

1.2 Etendue des prestations du mandataire au sein du projet

Le mandant charge le mandataire d'exécuter les prestations suivantes en vertu du présent contrat et de ses éléments:

Les prestations à fournir sont la réalisation et livraison des rapports ZEL et addendas des tronçons énumérés au chapitre 3 "Périmètre" du cahier des charges .

Ces tronçons ont déjà fait l'objet d'un ZEL, il s'agit de reprendre et de mettre à jour les études pour l'horizon d'assainissement 2040.

Les prestations à fournir se feront selon les prescriptions du manuel technique 20 001-20004 et partiellement au manuel technique 21 001 – 20280.

Les résultats seront intégrés dans MISTRA LBK selon les prescriptions du manuel technique 21 001-20104 Leistungen der Projektierung_MISTRA LBK Sofortlösung_2015 V3 02.

Une description détaillée se trouve dans le document "CAHIER DES CHARGES"

2 Eléments du contrat et leur ordre de priorité en cas de contradiction

2.1 Liste des éléments du contrat

Les éléments du contrat sont, par ordre de priorité:

2.1.1 Le présent contrat

2.1.2 Le cahier des charges

2.1.3 Les conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB (édition 2015)

2.1.4 Autres éléments du contrat

2.1.4.1 L'offre du mandataire du

2.1.5 Règles techniques de la construction, en particulier les directives, les instructions et les manuels techniques de l'OFROU (www.astra.admin.ch / Standards, recherche, sécurité)

2.2 Ordre de priorité en cas de contradictions

Si les éléments du contrat susmentionnés se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé par l'ordre dans lequel ils sont énumérés. Si des documents faisant partie d'un même élément du contrat se contredisent, le document le plus récent prime.

Les conditions générales du mandataire, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs ne sont applicables que si elles sont mentionnées au chiffre 10 («Accords spéciaux»).

3 Description de la prestation

Selon le document "CAHIER DES CHARGES"

4 Rémunération

4.1 Rémunération

4.1.1 Une rémunération à tarifs horaires est convenue pour les prestations suivantes:

Selon l'offre détaillée du mandataire du

Selon les tarifs horaires ci-après, TVA non incluse:

Catégorie I	CHF
-------------	-----

Catégorie II	CHF
--------------	-----

Rémunération brute offerte à tarifs horaires,			
frais accessoires inclus		CHF	0.00
		CHF	0.00
		CHF	0.00
		CHF	0.00
./. Rabais	0,00 %	CHF	0.00
Total intermédiaire		CHF	0.00
Frais accessoires additionels selon ch. 4.2 (2e alinéa)		CHF	10'000.00
Rémunération nette convenue		CHF	10'000.00
TVA au taux de 7.7 %		CHF	770.00
Rémunération totale, TVA incluse		CHF	10'770.00

Ce montant sera adapté au renchérissement en vertu du ch. 4.3.

Ce montant constitue un plafond au sens de l'art. 9.2 des conditions générales contractuelles de la KBOB pour les prestations de mandataire.

La répartition de la rémunération par objet inventorié, compte financier et charge par nature est effectuée conformément à la page de garde facture ci-jointe.

4.1.2 La rémunération est versée selon les modalités suivantes:

Les factures sont établies mensuellement.

4.2 Frais accessoires

Sont compris dans la rémunération convenue selon le ch. 4.1 les frais accessoires du mandataire concernant les documents de travail (tels que plans, photocopies, autres documents), téléphone, télécopie, frais de port, infrastructure informatique, assurances, frais et temps de déplacement, frais de logement et de repas extérieurs.

Le mandataire est rémunéré d'après les dépenses prouvées pour les dossiers définitifs tels que la reproduction des plans et les autres documents tels que brochures, rapports, etc., qui sont nécessaires pour la planification, la construction et la documentation de l'ouvrage et qui ont été commandés explicitement par le maître de l'ouvrage.

4.3 Variations de prix (renchérissement)

Les adaptations de prix dues au renchérissement sont calculées selon la version actuelle au moment de la conclusion du contrat de la norme SIA 126 «Variations de prix : Procédure selon la méthode paramétrique des prestations de mandataire».

4.4 Rémunération des prestations non définies

4.4.1 Genre des prestations non définies:

Toutes les prestations sont considérées comme définitives. Si, au cours de la réalisation il s'avère nécessaire de préciser certaines prestations, la définition de ces dernières incombe au mandant.

4.4.2 Réglementation de la rémunération:

La rémunération des éventuelles prestations définies après conclusion du contrat est convenue d'un commun accord avant le début des travaux. Elle est calculée comme décrit au ch. 4.1. En l'absence d'une confirmation écrite du mandant, le droit à la rémunération s'éteint.

5 Modalités financières

5.1 Facturation et paiement

Les factures seront remises à l'adresse suivante en un seul exemplaire, accompagnées de la page de garde facture dûment remplie:

L'Office fédéral des routes OFROU
Division Infrastructure routière Ouest
Filiale d'Estavayer-le-Lac
Place de la Gare 7, 1470 Estavayer-le-Lac

Les factures seront établies de façon détaillée et vérifiable sur la base des prestations dues et fournies d'après le présent contrat. Pour chaque collaborateur, le mandataire précisera les prestations facturées et le temps consacré à ces dernières. La taxe sur la valeur ajoutée et les frais accessoires seront indiqués séparément. Les factures qui ne satisfont pas à ces exigences seront renvoyées au mandataire pour correction et, le cas échéant, pour complètement de la documentation. L'inspection des finances de l'OFROU aura à tout moment un droit de regard dans les documents pertinents afin de vérifier la véracité des données.

5.2 Délais de paiement

Les factures envoyées en bonne et due forme courent dès réception à l'adresse indiquée. Le mandant paie les montants exigibles dans les 30 jours à compter de la réception de la facture.

Sont réservées les dispositions sur le décompte final selon le ch. 9.5 des conditions générales des contrats de mandataires de la KBOB (édition 2015).

6 Délais et termes

Délai / date	Activité
01.07.2020	Début du contrat
31.12.2025	Fin du contrat

7 Interlocuteurs

Les questions se rapportant au présent contrat, y compris les modifications contractuelles, la transmission et la notification d'informations, les demandes, etc., sont à adresser à:

Du côté du mandant

Nom	Gestion du patrimoine
Entreprise	Office fédéral des routes OFROU
Adresse	Place de la Gare 7 1470 Estavayer-le-Lac
Téléphone	058 461 87 11
Courriel	marchespublics.estavayer@astra.admin.ch

Du côté du mandataire

Nom
Entreprise
Adresse
Téléphone
Courriel

Si un interlocuteur ou les coordonnées d'un interlocuteur changent, l'autre partie en est immédiatement avertie par écrit.

8 Assurances

Le mandataire, resp. la communauté de mandataires (société simple au sens des art. 530 ss CO), déclare avoir conclu l'assurance responsabilité civile professionnelle ci-après pour la durée du mandat. Il garantit qu'il maintiendra cette assurance pendant toute la durée du mandat et qu'il présentera sur demande du mandant des certificats d'assurance valables:

Forfait pour les dommages corporels, les dommages matériels et les dommages consécutifs	CHF	5'000'000.00
--	-----	--------------

Compagnie d'assurance:

N° de police:

Franchise par événement (max. 20% de la somme assurée)	CHF
---	-----

9 Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail, égalité de traitement et intégrité

Pour les prestations fournies en Suisse, le mandataire s'engage à observer les dispositions relatives à la protection des travailleurs et les conditions de travail en vigueur au lieu où la prestation est fournie.

Il déclare avoir payé les cotisations sociales et les primes d'assurance, ainsi que les autres contributions selon les contrats-cadres de travail, s'ils existent, de même que la taxe sur la valeur ajoutée.

De plus, il s'engage à respecter l'égalité salariale entre femmes et hommes pour les prestations fournies en Suisse.

Si le mandataire fait appel à des tiers pour l'exécution du contrat, il veille à ce que ceux-ci s'engagent également à respecter les principes susmentionnés.

Le mandataire s'assure en outre de n'avoir conclu aucun accord ou de n'avoir pris aucune mesure susceptible de restreindre la concurrence. Il s'engage, en ne proposant ou en n'acceptant ni récompense ni avantage, à prendre toutes les mesures requises pour éviter la corruption.

En cas de non-respect des obligations susmentionnées, le mandataire doit payer au mandant pour chaque infraction une peine conventionnelle de 10% du montant du mandat, TVA non comprise, mais de CHF 3'000.00 au minimum et de CHF 100'000.00 au maximum.

Le mandataire prend connaissance du fait que la violation de cette clause entraîne généralement l'annulation de l'adjudication et la résiliation prématurée du contrat par le maître de l'ouvrage pour de justes motifs.

10 Droit de regard (selon Art. 5 OMP)

La disposition suivante fait partie intégrante du contrat dans le cas où une seule offre valable aurait été présentée à l'occasion d'un appel d'offre et que la valeur du marché atteint ou dépasse un million de francs :

Pour évaluer les prix du présent contrat et de toute commande subséquente (avenants ou contrats similaires), le mandataire accorde à la Confédération suisse, sur demande, un droit de regard sur le calcul prévisionnel des prix (y compris tout ajustement de prix / prix formules) relatif à ce contrat et à toute commande subséquente ou similaire et fournit gratuitement tous les documents et informations nécessaires. En plus il fournit, sur demande, les résultats du calcul rétrospectif de l'achat à la base du présent contrat ou d'autres achats similaires. La vérification du calcul rétrospectif ne peut pas conduire à une modification des prix du présent contrat.

10.1 Principe

La vérification du prix repose sur la comptabilité financière et la comptabilité d'exploitation du mandataire ainsi que sur le calcul prévisionnel et/ou le calcul rétrospectif du prix du contrat fondés sur ces dernières. Le calcul indique les coûts de revient, présentés sous la forme usuelle dans la branche, ainsi que les suppléments pour risques et le bénéfice.

10.2 Réduction de prix consécutive à la vérification

Si la vérification du prix révèle que le prix convenu dans le contrat est trop élevé, on procédera à une adaptation vers le bas par un avenant au contrat.

La vérification du prix ne peut en aucun cas aboutir à une hausse de ce dernier.

10.3 Devoir d'information

Le mandataire est tenu d'informer le mandant par écrit six mois à l'avance de son intention de cesser de conserver les documents contenant le(s) calcul(s) ou les documents afférents à ce(s) dernier(s).

10.4 Exécution de la vérification du prix

La vérification du prix est exécutée par l'inspectorat des finances/le service de révision interne compétent et/ou le Contrôle Fédéral des Finances (ci-après le service de vérification).

Si le soumissionnaire est étranger, le service de vérification suisse peut charger le service de vérification étranger compétent de la vérification du prix ou l'associer à la vérification. Le service de vérification fixe la date de la vérification avec le mandataire. Les vérifications de prix, les renseignements et les documents doivent être traités de manière confidentielle.

Le résultat de la vérification et les informations nécessaires à sa compréhension sont communiqués par le service de vérification à la direction du mandant au moyen d'un document confidentiel.

10.5 Sous-traitants fournissant une part importante des prestations

Le mandataire s'engage à garantir le même droit de regard en faveur de la Confédération suisse dans les contrats conclus avec les sous-traitants fournissant une part importante des prestations.

Le mandataire est exonéré de cette obligation s'il peut prouver que ses acquisitions auprès du sous-traitant sont réalisées dans des conditions de concurrence et sont économiquement avantageuses.

Si la vérification du prix effectuée auprès d'un sous-traitant conduit à une réduction de prix, le mandataire est tenu de répercuter cette dernière, y compris les suppléments sur le prix convenu avec le mandant, quels que soient ses frais ou ses bénéfices.

Le mandataire s'engage de communiquer au mandant les noms des sous-traitants fournissant une part importante des prestations avant de conclure les contrats avec ces derniers.

11 Entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur au moment de sa signature par les parties.

12 Modifications du contrat

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent document ou aux autres éléments du contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit entre les parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

Si une disposition du présent contrat comporte des lacunes, est sans effet juridique ou est inapplicable pour d'autres raisons, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions du contrat. Dans un tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

13 Droit applicable et for

Seul le droit suisse s'applique au présent contrat. Les dispositions de la Convention des Nations unies du 11 avril 1980 sur les contrats de vente internationale de marchandises (Convention de Vienne, RS 0.221.211.1) sont expressément exclues.

En cas de litige découlant du présent contrat, le for se situe à Berne.

14 Expéditions

Le présent contrat est établi en 2 exemplaires de même teneur.

Le mandataire et le mandant en reçoivent chacun 1 exemplaire signé.

15 Signatures

Estavayer-le-Lac, le

Office fédéral des routes

Signature

Signature

Lieu et date:

Prénom et nom:

Fonction:

(en lettres capitales)

Annexe(s)

Page de garde facture (sera établie à la conclusion du contrat)

Matrice des coûts (sera établie à la conclusion du contrat)